

F. 95 — 1227

10 AVRIL 1995. — Arrêté royal rendant certaines dispositions de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, applicables à la fonction « service mobile d'urgence »

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment l'article 76bis, inséré par la loi du 30 décembre 1988;

Vu l'avis du Conseil national des établissements hospitaliers, Section Programmation et Agrément, émis le 19 mai 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le service mobile d'urgence est considéré comme une fonction d'hôpital visée à l'article 76bis inséré par la loi du 30 décembre 1988 dans la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987.

Art. 2. La fonction « service mobile d'urgence » vise à limiter l'intervalle médical libre chez les personnes dont l'état de santé comporte une menace réelle ou potentielle pour leur vie ou menace gravement un de leurs membres ou de leurs organes. Elle comprend :

1° le fait de se rendre, immédiatement, à l'endroit indiqué par le préposé du système d'appel unifié, visé dans la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente,

2° le cas échéant, les actes médicaux et infirmiers urgents,

3° le cas échéant, la surveillance et les soins au patient lors de son transfert vers l'hôpital.

Art. 3. Les articles 68, 71, 73, 74, 75 et 76 de la loi précitée sont applicables à la fonction visée à l'article 1^{er}.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 10 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre de l'Intégration sociale,
de la Santé publique et de l'Environnement,
J. SANTKIN

N. 95 — 1227

10 APRIL 1995. — Koninklijk besluit waarbij sommige bepalingen van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, toepasselijk worden verklaard op de functie « mobiele urgentiegroep »

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op artikel 76bis, ingevoegd bij de wet van 30 december 1988;

Gelet op het advies van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen, Afdeling Programmatie en Erkenning uitgebracht op 19 mei 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De mobiele urgentiegroep wordt beschouwd als een functie van een ziekenhuis zoals bedoeld in artikel 76bis, ingevoegd door de wet van 30 december 1988 in de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987.

Art. 2. De functie « mobiele urgentiegroep » beoogt het beperken van het therapievrij interval bij personen wier gezondheidstoestand een effectief of potentieel levensbedreigend of een ernstig lidmaat- of orgaanbedreigend karakter vertoont. Ze omvat :

1° het zich onmiddellijk begeven naar de plaats, aangewezen door de in de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening bedoelde aangestelde van het eenvormig oproepstelsel,

2° in voorkomend geval, de dringende medische en verpleegkundige handelingen,

3° in voorkomend geval, het toezicht op en de verzorging van de patiënt tijdens zijn overbrenging naar het ziekenhuis.

Art. 3. De artikelen 68, 71, 73, 74, 75 en 76 van voormelde wet zijn van overeenkomstige toepassing op de in artikel 1 bedoelde functie.

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 10 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
Volksgezondheid en Leefmilieu,
J. SANTKIN

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 95 — 1228

[C — 7088]

23 MARS 1995. — Arrêté royal attribuant une indemnité aux militaires participant à l'opération d'évacuation des ressortissants belges au Rwanda

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires, notamment l'article 11;

Vu l'arrêté du Régent du 25 janvier 1950 relatif au régime d'indemnisation pour frais de tenue et d'équipement des militaires de l'armée de terre, de la force aérienne, de la force navale et de la gendarmerie, notamment les articles 183, 184 et 185, modifié par les arrêtés royaux des 18 mai 1965, 1er mars 1977 et 15 mars 1988;

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 95 — 1228

[C — 7088]

23 MAART 1995. — Koninklijk besluit houdende toekenning van een vergoeding aan de militairen die deelnemen aan de evacuatieoperatie van de Belgische staatsburgers uit Rwanda

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 mei 1994 betreffende de geldelijke rechten van de militairen, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het besluit van de Regent van 25 januari 1950 betreffende het stelsel der vergoedingen voor onkosten aan kleding en uitrusting van de militairen van het landleger, de luchtmacht, de zeemacht en de rijkswacht, inzonderheid op de artikelen 183, 184 en 185, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 mei 1965, 1 maart 1977 en 15 maart 1988;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1962 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires accomplissant des déplacements de service à l'extérieur du Royaume, modifié par les arrêtés royaux des 20 mai 1965, 8 avril 1974, 14 février 1978 et 11 juillet 1978;

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1969 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès de certains militaires, modifié par les arrêtés royaux des 13 décembre 1973, 8 avril 1974, 15 mars 1988 et 21 mars 1991;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 1970 relatif à l'octroi d'une allocation aux officiers médecins, vétérinaires, pharmaciens et dentistes en service à l'étranger, modifié par l'arrêté royal du 1er mars 1977;

Vu l'arrêté royal du 21 janvier 1971 relatif à l'octroi d'allocations aux membres des forces armées ainsi qu'à certains membres civils du Département de la Défense nationale, pour certains travaux ou prestations qui revêtent un caractère spécialement dangereux ou insalubre, modifié par les arrêtés royaux des 18 juin 1975, 1er mars 1977, 6 novembre 1981 et 11 décembre 1987;

Vu l'arrêté royal du 29 janvier 1974 fixant le régime des allocations et primes dues aux militaires participant au service aérien d'une des forces armées, modifié par les arrêtés royaux des 15 octobre 1975, 1er mars 1977, 15 mars 1988 et 19 novembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 27 mai 1975 relatif à l'intervention de l'Etat dans certains frais funéraires de militaires décédés en activité, modifié par les arrêtés royaux des 29 mars 1979, 15 mars 1988 et 21 mars 1991;

Vu l'arrêté royal du 1er mars 1977 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires en service aux forces belges en République Fédérale d'Allemagne ou accomplissant des déplacements de service auprès de ces forces, notamment les articles 5 et 11;

Vu l'arrêté royal du 23 novembre 1982 portant le statut pécuniaire des militaires, notamment les articles 17 et 24;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 19 janvier 1995;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 19 janvier 1995;

Vu l'urgence motivée par le fait que le présent arrêté royal produit ses effets le 10 avril 1994, qu'il importe dès lors qu'il soit publié dans les plus brefs délais, et qu'il s'indique donc d'invoquer l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Une indemnité journalière est octroyée aux militaires participant à l'opération d'évacuation des ressortissants belges sur le territoire rwandais (opération « SILVER BACK »).

Cette indemnité est fixée comme suit :

Officiers et adjudants candidats-officiers	3 250 francs
Sous-officiers	2 650 francs
Autres membres militaires	2 150 francs.

Cette indemnité est due à partir du jour d'arrivée sur le territoire rwandais jusque la fin de l'opération SILVER BACK sur le territoire rwandais.

L'indemnité est liée au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères. Elle est rattachée à l'indice-pivot 138,01.

Art. 2. § 1er. L'indemnité fixée à l'article 1er couvre les frais supplémentaires causés par les risques exceptionnels encourus, les conditions de travail particulièrement difficiles, la séparation inopinée de la famille.

§ 2. Pour la durée de la mission, toute autre réglementation spécifique afférente aux allocations et indemnités applicable aux militaires des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical est suspendue à l'égard des participants, à l'exclusion des allocations, indemnités et primes dont question :

1° aux articles 183, 184 et 185 de l'arrêté du Régent du 25 janvier 1950 relatif au régime d'indemnisation pour frais de tenue et d'équipement des militaires de l'armée de terre, de la force aérienne

Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 1962 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen die dienst-reizen volbrengen in het buitenland, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 mei 1965, 8 april 1974, 14 februari 1978 en 11 juli 1978;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 december 1969 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafeniskosten in geval van overlijden van sommige militairen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 december 1973, 8 april 1974, 15 maart 1988 en 21 maart 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 1970 betreffende de toekenning van een toelage aan de officieren-geneesheren, -veeartsen, -apothekers en -tandartsen in dienst in het buitenland, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1977;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 januari 1971 betreffende de toekenning van toelagen aan leden van de krijgsmacht, evenals aan sommige leden van het burgerlijk personeel van het Departement van Landsverdediging, voor sommige werken of prestaties van bijzonder gevaarlijke of ongezonde aard, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 juni 1975, 1 maart 1977, 6 november 1981 en 11 december 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 januari 1974 tot vaststelling van het stelsel der toelagen en premies verschuldigd aan de militairen die deelnemen aan de luchtdienst van de krijgsmacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 oktober 1975, 1 maart 1977, 15 maart 1988 en 19 november 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 mei 1975 betreffende de tegemoetkoming van de Staat in sommige begrafeniskosten van militairen die in werkelijke dienst overleden zijn, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 maart 1979, 15 maart 1988 en 21 maart 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 maart 1977 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen en de met militairen gelijkgestelde personen die bij de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland in dienst zijn of daarbij op dienstreis zijn, inzonderheid op artikelen 5 en 11;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 november 1982 houdende bezoldigingsregeling van de militairen, inzonderheid op de artikelen 17 en 24;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht en de zeernacht en van de medische dienst;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 19 januari 1995;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 19 januari 1995;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid wegens het feit dat onderhavig koninklijk besluit uitwerking heeft, met ingang van 10 april 1994, dat het derhalve van belang is dat het zo spoedig mogelijk gepubliceerd wordt en het dus aangewezen is de dringende noodzakelijkheid in te roepen;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een dagvergoeding wordt toegekend aan de militairen die deelnemen aan de evacuatieoperatie van de Belgische staatsburgers op het grondgebied van Rwanda (operatie « SILVER BACK »).

Die vergoeding wordt vastgesteld als volgt :

Officiers en adjudanten kandidaat officieren	3 250 frank
Onderofficieren	2 650 frank
Andere militaire leden	2 150 frank.

Deze vergoeding wordt toegekend vanaf de dag van aankomst op het Rwandees grondgebied tot het einde van de operatie SILVER BACK op Rwandees grondgebied.

De vergoeding is gekoppeld aan de mobiliteitsregeling toepasselijk op de wedden van het personeel der ministeries. Ze is gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01.

Art. 2. § 1. De in artikel 1 bepaalde vergoeding dekt de bijkomende kosten veroorzaakt door de gelopen uitzonderlijke risico's, de bijzonder moeilijke werkomstandigheden en de onvoorziene verwijdering van de familie.

§ 2. Voor de duur van de opdracht worden alle andere specifieke regelingen inzake toelagen en vergoedingen toepasselijk op de militairen van de land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst opgeschort ten aanzien van de deelnemers, met uitzondering van de toelagen, vergoedingen en premies waarvan sprake in :

1° de artikelen 183, 184 en 185 van het besluit van de Regent van 25 januari 1950 betreffende het stelsel der vergoedingen voor onkosten aan kleding en uitrusting van de militairen van het land-

et de la gendarmerie, modifié par les arrêtés royaux des 18 mai 1965, 1er mars 1977 et 15 mars 1988;

2° au chapitre II de l'arrêté royal du 15 janvier 1962 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires accomplissant des déplacements de service à l'extérieur du Royaume. Par dérogation à l'article 8, § 2, 3e alinéa, l'indemnité de service permanent est maintenue à concurrence de la moitié même lorsque la durée de participation à l'opération excède 3 mois, pour autant que le militaire ne bénéficie pas au siège de l'organisme du logement gratuit;

3° dans l'arrêté royal du 16 décembre 1969 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès de certains militaires, modifié par les arrêtés royaux des 13 décembre 1973, 3 avril 1974, 15 mars 1988 et 21 mars 1991;

4° dans l'arrêté royal du 22 décembre 1970 relatif à l'octroi d'une allocation aux officiers médecins, vétérinaires, pharmaciens et dentistes en service à l'étranger, modifié par l'arrêté royal du 1er mars 1977;

5° au tableau 1 annexé à l'arrêté royal du 21 janvier 1971 relatif à l'octroi d'allocations aux membres des forces armées, ainsi qu'à certains membres civils du département de la Défense nationale, pour certains travaux ou prestations qui revêtent un caractère spécialement dangereux ou insalubre;

6° au tableau 2 annexé à l'arrêté royal du 21 janvier 1971 relatif à l'octroi d'allocations aux membres des forces armées, ainsi qu'à certains membres civils du département de la Défense nationale, pour certains travaux ou prestations qui revêtent un caractère spécialement dangereux ou insalubre.

7° dans l'arrêté royal du 29 janvier 1974 fixant le régime des allocations et primes dues aux militaires participant au service aérien d'une des forces armées, modifié par les arrêtés royaux des 15 octobre 1975, 1er mars 1977, 15 mars 1988 et 19 novembre 1990;

8° dans l'arrêté royal du 27 mai 1975 relatif à l'intervention de l'Etat dans certains frais funéraires de militaires décédés en activité;

9° à l'article 5 de l'arrêté royal du 1er mars 1977 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires en service aux forces belges en République Fédérale d'Allemagne ou accomplissant des déplacements de service auprès de ces forces. En outre, l'indemnité visée à l'article 5 susmentionné continue à être due dans son entièreté aux militaires dont la famille est installée en République Fédérale d'Allemagne.

10° à l'article 11 de l'arrêté royal du 1er mars 1977 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires en service aux forces belges en République Fédérale d'Allemagne ou accomplissant des déplacements de service auprès de ces forces;

11° à l'article 17, § 1er et à l'article 24 de l'arrêté royal du 23 novembre 1982 portant le statut pécuniaire des militaires;

Art. 3. § 1er. L'indemnité fixée à l'article 1er peut être octroyée sur décision du Ministre de la Défense nationale aux personnes étrangères à l'armée qui participent pour les besoins des forces armées à l'opération d'évacuation des ressortissants belges du RWANDA.

§ 2. ces personnes bénéficient de l'indemnité au taux prévu pour les militaires de niveau égal.

Art. 4. Sur production d'un mémoire justificatif et après avis favorable de l'Inspecteur des Finances, le Ministre de la Défense nationale peut autoriser le remboursement des frais exceptionnels.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 10 avril 1994.

Art. 6. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
K. PINXTEN

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

leger, de luchtmacht, de zeemacht en de rijkswacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 mei 1965, 1 maart 1977 en 15 maart 1988;

2° het hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 15 januari 1962 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen die dienstreezen volbrengen in het buitenland. In afwijking van artikel 8, § 2, 3e alinea, wordt de vergoeding voor vaste dienst ten belope van de helft behouden, zelfs indien de duur van de deelneming aan de operatie 3 maanden overschrijdt, voor zover de militair ten zetel van de instelling geen kosteloze huisvesting geniet;

3° het koninklijk besluit van 16 december 1969 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafeniskosten in geval van overlijden van sommige militairen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 december 1973, 8 april 1974, 15 maart 1988 en 21 maart 1991;

4° het koninklijk besluit van 22 december 1970 betreffende de toekenning van een toelage aan de officieren-geneesheren, -veeartsen, -apothekers en -tandartsen in dienst in het buitenland, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1977;

5° tabel 1 als bijlage aan het koninklijk besluit van 21 januari 1971 betreffende de toekenning van toelagen aan leden van de krijgsmacht, evenals aan sommige leden van het burgerlijk personeel van het Departement van Landsverdediging, voor sommige werken of prestaties van bijzonder gevaarlijk of ongezone aard;

6° tabel 2 als bijlage aan het koninklijk besluit van 21 januari 1971 betreffende de toekenning van toelagen aan leden van de krijgsmacht, evenals aan sommige leden van het burgerlijk personeel van het Departement van Landsverdediging, voor sommige werken of prestaties van bijzonder gevaarlijk of ongezone aard.

7° het koninklijk besluit van 29 januari 1974 tot vaststelling van het stelsel der toelagen en premies verschuldigd aan de militairen die deelnemen aan de luchtdienst van de krijgsmacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 oktober 1975, 1 maart 1977, 15 maart 1988 en 19 november 1990;

8° het koninklijk besluit van 27 mei 1975 betreffende de tegemoetkoming van de Staat in sommige begrafeniskosten van militairen die in werkelijke dienst overleden zijn;

9° artikel 5 van het koninklijk besluit van 1 maart 1977 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen en de met militairen gelijkgestelde personen die bij de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland in dienst zijn of daarbij op dienstreis zijn. Daarenboven blijft de in het bovenvermelde artikel 5 beoogde vergoeding in haar geheel toegekend aan de militairen waarvan het gezin in de Bondsrepubliek Duitsland gevestigd is.

10° artikel 11 van het koninklijk besluit van 1 maart 1977 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen en de met militairen gelijkgestelde personen die bij de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland in dienst zijn of daarbij op dienstreis zijn;

11° artikel 17, § 1 en artikel 24 van het koninklijk besluit van 23 november 1982 houdende bezoldigingsregeling van de militairen;

Art. 3. § 1. De in artikel 1 bepaalde vergoeding mag bij beslissing van de Minister van Landsverdediging toegekend worden aan de personen vreemd aan het leger die ten behoeve van de strijdkrachten aan de evacuatieoperatie van de Belgische staatsburgers uit RWANDA deelnemen.

§ 2. Deze personen genieten de vergoeding tegen het bedrag bepaald voor de militairen van hetzelfde niveau.

Art. 4. Op overlegging van een verantwoordingsstuk en een gunstig advies van de Inspecteur van Financiën mag de Minister van Landsverdediging de terugbetaling van buitengewone onkosten toestaan.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 10 april 1994.

Art. 6. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
K. PINXTEN

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY